



# Le relais

INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE CGT-FAPT

Trimestriel n° 42 - Avril 2009 - 3,05 €

## Sommaire

Il y a 50 ans à Nantes,  
les facteurs gagnent  
la semaine anglaise

pages 2-4

Henri Gourdeux  
1881-1961

pages 5-10

Vie de l'IHS

pages 11-12

90 ans de luttes sociales  
célébrés aux chèques  
postaux de Paris

page 13

Soyons conservateurs ?!

page 14

René Visse  
"Un chemin  
des Ardennes au Palais-Bourbon"

pages 15-16

Institut  
d'Histoire Sociale  
CGT-FAPT

Siège social : 263, rue de Paris  
Case 545 - 93515 Montreuil Cedex

Tél. 01 48 18 54 00  
Fax 01 48 59 25 22



## Le billet

« La hausse des salaires...  
un important facteur  
d'expansion » !

Tout ce que vous voulez, mais ne cédez pas d'un pouce sur l'augmentation des salaires ! C'est le plan de « relance » de Sarkozy, la position du MEDEF, qu'il soit de métropole ou de Guadeloupe.

Toutes les batteries idéologiques de la droite et du patronat sont mobilisées pour justifier ce refus. Passons sur des arguments connus pour n'en retenir qu'un seul : « pour sortir d'une crise, la relance par la consommation a toujours été un échec ». C'est faux ! Même mille fois répété, un mensonge ne devient pas une vérité !

Les Français ont la mémoire courte, affirmait Pétain ! Pas si courte que cela, monsieur le Maréchal. En 1936, le Front Populaire permet d'arracher une augmentation de 12% de la masse salariale dans les entreprises. Dès le mois d'août, des signes de relance de l'économie et de la consommation apparaissent.

Après la grève de mai 1968, les salaires augmentent de 13% à 35% pour le SMIG. Le journal *Patronat français* de novembre reconnaît qu'« avec la hausse des salaires d'octobre, succédant à celle de juin, le nouveau climat représente un impor-

tant facteur d'expansion ». Et le journal gaulliste de l'époque va encore plus loin : « la consommation intérieure est l'un des moteurs les plus efficaces de l'expansion économique, la situation de la France le prouve une nouvelle fois ». Voilà des constats qu'il est bon de rappeler !

Par contre, il est vrai, mais cette vérité-là, ils la cachent, qu'après ces plans de relance de la consommation, les deux cent familles hier, les grands patrons, les banquiers, les gros actionnaires aujourd'hui, essaient par tous les moyens, spéculation, dévaluation, précarité, licenciements etc, de récupérer leurs profits, de reprendre d'une main ce que la lutte les forcent à lâcher de l'autre... En gardant le pouvoir, c'est ce qu'ils ont fait en 1937 et 1969.

Ce n'est donc pas l'augmentation des salaires qui est génératrice d'échec, mais la malversation du capital et du gouvernement qui le soutient. Voilà la vérité, elle peut aider aux débats d'aujourd'hui.

En tout état de cause, rappelons-nous, en plagiant un bon historien, que lorsque l'histoire sociale parle, il est bon que le syndicalisme l'écoute !

Se reporter aux n° 38 et 42 du Relais.

Serge LOTIER

# Il y a 50 ans à Nantes, les facte

**Actuellement à Nantes, les facteurs sont dans l'attente d'une restructuration des services de la distribution.**

**Le tri mécanique du courrier, par quartier, ne justifie plus**

**la prise de service matinale. De ce fait, la vacation pourrait être décalée entre 8 et 16 heures.**

**Sur 5 jours comme dans la plupart des pays européens ?**

**Sur 6 jours comme aujourd'hui en France ?**

**N'entend-on pas dire que le temps disponible du week-end est propice à la lecture de journaux publicitaires ?**

**De là à ce qu'il soit envisagé de les distribuer en priorité le samedi...**

**Ainsi disparaîtrait la « semaine anglaise » gagnée il y a 50 ans.**

En vérité, l'idée de la suppression de la deuxième distribution fait son apparition à Nantes dès 1955. Comme partout, la charge de travail augmente sans ajustement correspondant des effectifs. A maintes reprises, les responsables des différentes organisations syndicales alertent le receveur et la direction. En

vain. Se confiant à un journaliste du « Populaire », Louis Chiquier, facteur CGT, assure qu'à défaut de solution, l'Administration entend « faire avaler toujours plus de lettres, de paquets, d'escaliers et de kilomètres aux facteurs tout en versant une larve paternaliste sur la charge de travail qui incombe au personnel ».

En neuf ans, de 1946 à 1954, seulement deux tournées ont été créées alors que la population de Nantes a augmenté de 50 000 habitants. Outre l'aggravation des conditions de travail, cette situation amène à des allongements réguliers de la durée de la vacation. Huit heures se sont souvent écoulées au retour de la première tournée !

Le 18 juillet 1955, les facteurs de Nantes RP expriment leur mécontentement dans la plus large unité. Ils refusent d'effectuer la deuxième tournée et s'en expliquent par tracts et par voie de presse : « Usagers, n'oubliez pas qu'actuellement les facteurs n'en peuvent plus. C'est pourquoi le samedi 16 juillet ils ont tenu, par la voix de leurs responsables syndicaux, à exprimer à Monsieur le Directeur départemental la situation lamentable de la distribution à Nantes RP ».

La Direction ne nie pas les difficultés rencontrées, en attribue les causes à l'évolution démographique et à l'exiguïté des locaux, mais s'en remet à une prochaine motorisation des tournées périphériques et à la future construction d'un nouvel Hôtel des Postes qui figurent dans les projets ministériels... ce qui ne répond pas aux préoccupations immédiates des facteurs.

Audience est donc demandée au Ministre des PTT, Bonnefous, de passage à Nantes le samedi 30 juillet 1955. C'est l'occasion d'une première brèche dans l'unité syndicale. Les dirigeants locaux de FO, bien qu'en accord avec les revendications, refusent de participer à une délégation commune. Rien de positif ne ressort de cet entretien. Le ministre, privilégiant ses rapports avec les instances syndicales natio-

nales, se refuse à traiter ces questions au niveau local.

Les facteurs ne vont pas se démobiliser. Avec toute la classe ouvrière nantaise solidaire des métallurgistes en grève depuis plusieurs semaines pour arracher la parité de salaire avec leurs homologues de la région parisienne, ils cessent le travail le 19 août et déposent à la Direction leur cahier de revendications.

Le 12 septembre 1955, nouveau refus d'assurer la deuxième distribution.

Si la combativité des facteurs s'exprime momentanément sur d'autres fronts (pouvoir d'achat, réforme des catégories C et D), la réduction du temps de travail demeure au centre de leurs préoccupations. Ils le font savoir le 14 juin 1956 en délégation de masse à la Direction départementale.

Cette exigence gagne un peu partout les grands services de distribution où la suppression de la deuxième distribution du samedi devient de plus en plus populaire.

Les facteurs y aspirent avec tant de force que le XVI<sup>e</sup> congrès de la Fédération Postale (9-12 avril 1957) la place au rang des revendications à satisfaire d'urgence.

A Nantes, les courriers et délégations unitaires en direction des parlementaires, du préfet, du directeur, du maire, demeurent sans effet.

Le 23 juillet 1957, la section CGT de Nantes RP vote une motion exigeant le paiement du rappel concernant l'aménagement des catégories C et D, mais aussi « des effectifs pour améliorer les conditions de travail. Dans l'immédiat, nous demandons la fermeture des bureaux et la suppression de la deuxième distribution le samedi en attendant les 40 heures en 5 jours ».

Le vendredi 26 juillet 1957, elle convoque une assemblée générale des facteurs au Café de l'Europe. Les sections syndicales CGT, CFIC, FO, FNSA de Nantes RP sont représentées. Elles constatent l'échec des démarches récentes et lan-

cent un appel à tous les grands services :

*Les organisations syndicales qui groupent l'ensemble des facteurs de Nantes RP estiment que le moment est venu de coordonner nos efforts au plan national afin de renforcer efficacement l'action déjà menée en différents endroits par nos camarades.../...*

*Réunis en assemblée générale le 26 juillet 1957, les facteurs nantais ont décidé à l'unanimité d'adresser ce tract à tous les grands centres de France et aux différentes organisations syndicales.*

*Nous espérons, grâce à l'action que nous allons mener ensemble, obtenir immédiatement satisfaction sur ces revendications qu'à juste titre les employés jugent essentielles.*

*Si satisfaction n'est pas donnée avant le vendredi 2 août, les facteurs nantais passeront à l'action le samedi 3 août.*

Aucune solution n'est apportée lors d'une entrevue avec la Direction le 1<sup>er</sup> août. Pis, les facteurs sont menacés d'une retenue d'une journée de salaire pour tout arrêt, même limité.

Le 2 août 1957, malgré les réserves d'un dirigeant départemental FO au sujet de cette éventualité, les facteurs décident la grève à une large majorité et s'adressent aux usagers :

*« Une des plus belles conquêtes que se sont assurées en France les travailleurs après le vaste mouvement de 1936, fut l'application des 40 heures. Cependant les postiers n'ont jamais bénéficié de cette mesure, le décret de 1923 qui prévoyait 48 heures étant demeuré en vigueur.*

*Pour que cesse cette situation, à Nantes comme dans toutes les grandes villes, les facteurs cesseront le travail aujourd'hui.*

## Le relais

10<sup>e</sup> année de parution - Trimestriel - 3,05 €

Directeur de la publication : Bernard Baucha  
Redaction administration : 263, rue de Paris,  
case 545 - 93515 Montreuil Cedex

2<sup>e</sup> trimestre 2009

Dépot légal à parution

CPAD N° 0902 GB1018

Chevillon Imprimeur, 89100 Sens



# urs gagnent la semaine anglaise

*Sans abandonner un seul instant l'intérêt des usagers, ils se sont efforcés d'obtenir satisfaction, mais l'Administration est demeurée sourde. Les facteurs ont donc décidé un mouvement de grève pour le samedi après-midi, mais le règlement prévoit que si un postier observe un débrayage, même d'une demi heure, son salaire de la journée est supprimé. Aussi, ils observeront une grève d'une journée aujourd'hui car s'ils assuraient une première distribution, ils ne seraient pas rétribués. La responsabilité de ce mouvement incombe donc à l'Administration.*

Aucune tournée n'est assurée ce samedi 3 août 1957. La situation est identique dans de nombreuses villes : Nîmes, Le Havre, Granville, Epinal, Lorient, Vannes et beaucoup d'autres. Le ministère reste muet.

En 1958, la France, en guerre contre l'Algérie, vit des moments difficiles. Les événements se précipitent. La constitution d'un comité de salut public à Alger, les colonels à l'assaut de la démocratie, le retour du général De Gaulle, l'instauration d'un pouvoir personnel sont sources de nouvelles préoccupations et réorientent les priorités de luttes.

Néanmoins, le 5 juillet 1958, une délégation inter-syndicale de responsables départementaux, accompagnée d'un facteur de chaque organisation, discute de la fermeture des bureaux le samedi après-midi avec le Président de la Chambre de commerce de Loire-Atlantique. Cette démarche fait suite à une précédente déclaration du ministre des PTT, justifiant sa position par la nécessité de satisfaire les maisons de commerce et grands magasins, ouverts jusqu'au samedi soir et, par ailleurs, gros usagers des services postaux.

Il faut cependant attendre 1959 pour que s'organisent enfin des spectaculaires et déci-

sives manifestations du mécontentement des facteurs.

En avril 1959, le Bureau national de la FP CGT et la Commission distribution-acheminement se succèdent au ministère. La suppression de la deuxième distribution y est présentée comme une première étape vers la fermeture des bureaux le samedi après-midi. Le ministre se limite à promettre qu'aucun tableau de service n'excèdera désormais 46 heures par semaine. Quant au directeur général de la Poste, il estime « la distribution du samedi après-midi aussi utile que celle des autres jours », et d'ajouter « Je connais votre position, vous connaissez la mienne, par conséquent, inutile de poursuivre la discussion sur ce point, vous perdriez votre temps et feriez perdre le mien ».

Il n'en faut pas plus pour attiser la colère des facteurs, colère qui explose dans un contexte de désunion syndicale. Les confédérations ont, en effet, différemment apprécié les événements de mai 1958.

Si la CGT a résolument exprimé son hostilité à la politique du nouveau Gouvernement, la confiance accordée par FO et la CFTC au général De Gaulle vise à favoriser la pause sociale dont il dit avoir besoin pour mener à bien ses réformes.

La FP CGT prend donc seule l'initiative de la reprise de l'action et le 18 juillet 1959, les premiers bureaux cessent le travail, certains tout le samedi, d'autres le samedi

après-midi. Aussitôt l'Administration annonce leur fermeture le samedi à partir de 16 heures, mesure assortie du maintien d'une deuxième distribution aménagée et allégée.

A Nantes RP, alors que la Direction réitère sa menace de sanctionner tout arrêt limité par la retenue d'une journée de salaire, les facteurs se réunissent le vendredi 24 juillet. Les responsables CGT, CFTC, FO et FNSA sont présents. A l'issue de la réunion, ils signent une motion adressée à la Direction et à leur fédération respective :

*Nous considérons à l'unanimité que le problème de la deuxième distribution reste posé car :*

1°/ la limitation de la distribution aux objets de première catégorie ainsi que le jumelage des tournées sont des dispositions pratiquement inapplicables.

2°/ rien n'est prévu pour les préposés ruraux.

Nous rappelons notre revendication commune qui est la suppression pure et simple de la deuxième distribution le samedi.

Pour obtenir complète satisfaction sur ce point, nous pensons qu'il est nécessaire de coordonner l'action en commun et d'alerter nos fédérations respectives pour une orchestration des mouvements de protestation sur le plan national.

*Devant la menace de l'Administration, transmise par la DRSP, de retenir le traitement de la journée entière, nous nous élevons contre ce que nous considérons comme un vol et sommes résolus à engager la lutte sur tous les terrains sans négliger l'appui du public pour faire rapporter cette scandaleuse mesure.*

A Nantes et dans les bureaux de banlieue, la deuxième distribution du samedi 25 juillet n'est pas assurée.

Preuve que la revendication est justifiée et répond aux aspirations des intéressés, les facteurs, adhérents et militants FO et CFTC demeurent aux côtés de leurs camarades CGT, en contradiction avec les consignes fédérales.

Inquiets de ne plus tenir leurs troupes, les dirigeants fédéraux leur commandent expressément de ne plus s'associer à cette action et, dans un tract commun daté du 28 juillet, « dénoncent vigoureusement les agitations stériles et sporadiques menées par la CGT ».

La réponse des facteurs FO de Nantes et de Rezé est sans ambiguïté. Considérant comme nulle la proposition ministérielle,

« Ils mandatent fermement leur fédération pour obtenir la suppression de la 2<sup>e</sup> distribution du samedi après-midi,

- réaffirmer leur confiance en la Fédération mais désirent qu'une attitude plus ferme, au besoin une grève de 24 heures sur le plan national, montre notre vif désir de faire aboutir cette revendication,

- réclament le paiement des heures de travail effectuées lors des demi-journées de grève,

- exigent une consultation immédiate de toutes les sections départementales afin de coordonner le mouvement et de lancer un ultimatum à l'Administration pour lui faire prendre position dans les délais les plus courts ».

Leur fédération reste sourde à cet appel. Le décalage est flagrant entre ces dirigeants arc-boutés sur des positions idéologiques et les adhérents en prise avec la réalité



Le samedi libre, une revendication toujours d'actualité.

du terrain. En soutenant le ministre gaulliste des PTT, hostile à la fermeture des bureaux, les responsables FO et CFCT désavouent leurs mandants. Toutefois, quelques uns cèdent à la pression et renoncent à poursuivre la grève. D'autres surmontent les interdits, non sans risque parfois, comme à Bordeaux où le cas des grévistes FO est soumis à la commission des conflits aux fins d'exclusion.

#### Sources:

- Archives du Centre d'Histoire Sociale CGT PTT de Loire Atlantique.
- Le Populaire et L'Éclair, édition Nantes
- La Fédération Postale 1957, 1958, 1959.

A Nantes RP, la section CGT anime donc seule les grèves du samedi, suivies par une très large majorité des facteurs, jusqu'à la dernière, le 22 août 1959.

Le ministère annonce d'abord une étude puis, plus tard, une prolongation à cette étude. Il faut la participation massive des services de la distribution à la grève du 2 décembre pour vaincre les dernières résistances du ministre.

C'est par un communiqué radiophonique du ministre que les facteurs apprennent, à la mi-décembre, la suppression imminente de la 2<sup>e</sup> distribution du samedi.

La « semaine anglaise » est gagnée !

Le Conseil des ministres du 13 janvier 1960 en confirme l'application à compter du 23 janvier 1960. S'y ajoute

l'officialisation de la semaine de 45 heures au lieu de 48.

Le ministre des PTT, M. Cornut-Gentile, déclare que « la distribution du courrier le samedi après-midi représentait une charge très lourde et, qu'en conséquence, la Commission des économies en proposait la suppression ». Comme si l'abstention des facteurs n'y était pas pour quelque chose !

Le journal *Le Monde* n'est pas dupe lorsqu'il écrit « Depuis plusieurs mois les facteurs, surtout en province, réclamaient une diminution du temps de travail grâce à la suppression de la 2<sup>e</sup> distribution du samedi. Des grèves tournantes accompagnaient cette revendication. La décision prise par le ministre « pour des raisons d'économie » rejoint donc le désir exprimé par les postiers ».

Et si cette victoire était tout simplement à mettre au compte d'une lutte, le plus souvent unitaire à la base, menée avec détermination par la CGT malgré les divisions syndicales de sommet et les pressions administratives, face à un pouvoir personnel réputé intransigeant et plus préoccupé du financement de la guerre d'Algérie que de politique sociale ?

Michel TACET

\* S'appuyant sur un arrêté du Conseil d'Etat du 27 février 1959 stipulant « qu'une grève de quelques heures n'entraîne pas la retenue d'une journée entière », la FP CGT saisit le tribunal administratif. L'Administration doit s'exécuter et payer aux intéressés les sommes illégalement retenues.

## Une histoire peu ragoûtante

Il fut une époque où le Comité pour l'histoire de la Poste publiait des articles ou des études qui, tout en évitant souvent d'aborder les aspects sociaux, présentaient cependant un intérêt historique que *Le Relais* a salué à l'occasion. Le récent ouvrage intitulé « Si Paris RP m'était conté » n'est pas de la même veine. A côté d'une série de témoignages ponctuels ou portant sur des tranches de vie passée Rue du Louvre, la moitié de l'ouvrage (près de 200 pages) est due à la plume du directeur d'établissement qui, de 1992 à 1996, dirigea le plus grand bureau de France.

Cette partie aurait pu s'intituler « Le nouveau guide du chef d'établissement - version Sarkozy » ou encore « Comment retourner sa veste... et son savoir-faire contre ses anciens camarades ». En effet, la particularité du personnage est, de son propre aveu, d'avoir été choisi, pour une part, en raison de son (lointain) passé de militant syndical, avec une mission impliquant, entre autres, de remettre au pas des syndicats « très politisés, puissants et actifs » et de « resserrer les effectifs et les crédits ».

Dès son arrivée, le nouveau chef d'établissement s'est déjà fait une opinion sur les militants syndicaux de la RP : celui-ci est

un « beau parleur », celui-là est « un barbu hirsute, débraillé », « un clochard peu ragoûtant », cet autre appartient à « ce genre de vicieux qui fait tout pour vous mettre en difficulté » etc. Au fil des jours, ces appréciations s'enrichissent de notations du même acabit : X est un « pisse-vaigre [...] quand il ouvre la bouche, c'est de la bave amère et du fiel qui en sort », Y est « une espèce de Papou aux cheveux gras et frisés » etc. On le voit, notre auteur n'hésite pas à flirter avec le racisme...

Avec eux, il est persuadé de savoir s'y prendre. « J'ai milité suffisamment de l'autre côté de la barrière (sic) pour connaître le problème » écrit-il. Pour lui, une expérience syndicale est « un avantage avec les syndicats ». Il donne même quelques recettes, notamment pour les court-circuiter : « il vaut mieux s'adresser directement aux agents qu'à leurs représentants ». Et d'ajouter : « Tout l'art consiste à prouver que les conditions de vie vont s'améliorer malgré la diminution des moyens ».

Il sait jouer sur les oppositions entre grades ou entre catégories, entre les agents des DOM et les autres, par exemple. Et il n'hésite pas, à l'occasion, à retirer de force le micro d'un militant départe-

mental et à l'expulser de l'établissement.

Le rôle du *Relais* n'étant pas de populariser de telles méthodes, nous arrêterons là cette énumération.

\*\*\*

De tout temps l'administration hier, les exploitants aujourd'hui, ont su utiliser les transfuges du syndicalisme pour mieux faire passer leur politique. Tâche d'autant plus facile que certains cadres ou cadres supérieurs étaient et sont toujours prêts à troquer leurs convictions militantes contre l'espoir d'une brillante carrière. Les directions y trouvent leur compte en se donnant ainsi une image d'ouverture destinée à masquer leur comportement répressif à l'égard des militants dans les services. Autre avantage, elles disposent ainsi de relais efficaces, connaissant bien le personnel et le milieu syndical et donc plus à même de faire passer leurs décisions. Par la même occasion, ce genre d'opération peut contribuer à discréditer le syndicat dont les intéressés sont issus... et le syndicalisme en général.

Quant aux heureux bénéficiaires d'une telle promotion, ils sont généralement persuadés qu'ils la doivent à leurs seuls mérites et à leurs compétences. Une fois parvenus à leurs fins,

pour la plupart, ils se fondent dans le brouillard des hautes sphères pour y panser les meurtrissures de leur conscience.

Notre auteur n'est pas de cette espèce et son reniement, il l'assume sans complexe, avec une auto-satisfaction qui confine au narcissisme. Il a sans doute oublié que les concepteurs du statut de 1946 voulaient faire des fonctionnaires des « serveurs de l'État républicain » et non des « domestiques du gouvernement ». Domestique de la Poste, c'est encore moins glorieux ! Il est vrai que, comme le chante Jean Ferrat, certains maîtres ont « des âmes de valet »...

\*\*\*

A la lecture de cet ouvrage, on comprend mieux pourquoi les dirigeants de la Poste viennent à nouveau de refuser une subvention à notre institut d'histoire sociale. Pour eux, le Comité pour l'histoire de la Poste serait-il juste un moyen de véhiculer les idées dominantes, de faire passer leurs orientations stratégiques ? Dans ce cas, il est évident qu'une telle conception de l'histoire ne pourrait s'accorder du pluralisme.

M. D.

Toutes les citations en italiques sont extraites de l'ouvrage « Si Paris RP m'était conté ».

# Henri Gourdeaux, 1881-1961

## Une grande figure de la Fédération Postale dont il sera le Secrétaire général en 1925



Avril 1957 (Photo : Marcel Delius)

Henri, Lucien, Ernest Gourdeaux est né le 16 décembre 1881 à Epiry dans la Nièvre, ancienne possession des Le Peletier d'Aunay, belle-famille de Vauban.

Son père était chef de gare à Courthézon lorsqu'il fut tué en service durant une manœuvre de train à Avignon le 18 mai 1896 (en réalité au Pontet qui ne deviendra commune que le 17 février 1925). Henri, boursier d'état, fit donc ses études au lycée d'Avignon.

Le 1<sup>er</sup> juillet 1902, il entre dans les PTT comme surnuméraire à Marseille avant d'être nommé commis à Châlons-sur-Marne le 1<sup>er</sup> octobre de la même année. Sensible aux idées de luttes sociales, il est adhérent au mouvement socialiste, depuis déjà 1899 semble-t-il. En novembre 1904, il est appelé sous les drapeaux où il ne reste que dix mois, car *orphelin de père et fils de veuve* il est renvoyé dans ses foyers.

A cette époque, deux hommes, Jean Jaurès et Jules Guesde, font son admiration malgré leurs divergences et il parlera toujours d'eux, jusqu'à sa mort, avec énormément de respect et de vénération.

Le 26 septembre 1905, il est nommé au bureau de Paris 113, place de l'Hôtel de Ville. Militant passionné, convaincu aux idées internationalistes, il se bat tout de suite dans ce Paris enfiévré et ne craint pas

d'avancer ses opinions pacifistes, allant jusqu'à tenir d'imprudents propos antimilitaristes qui lui sont fatals, car il est traduit pour cela devant le conseil de discipline. Il décide d'assurer seul sa défense et réussit, grâce à sa rare conviction et à ses qualités peu communes d'orateur, à infléchir ses juges qui transforment la proposition initiale de révocation en sanction de déplacement d'office, chose très rare pour l'époque.

Il avait axé sa plaidoirie sur le fait que le vrai motif de son envoi devant ce conseil avait été de prendre la parole pour dénoncer la condamnation des signataires d'une affiche antimilitariste par un tribunal de la Seine, lors d'une manifestation qui se déroulait à Châlons-sur-Marne.

### 1906 sa première sanction

Il est déplacé à Avignon le 1<sup>er</sup> mai 1906.

Loin de le décourager, ce déplacement va renforcer ses convictions de militant syndicaliste ouvrier et le convaincre de prendre de plus grandes responsabilités politiques au travers des idées socialistes révolutionnaires qui se coordonnent alors dans ce Vaucluse qu'il connaît bien.

Bien sûr, il est surveillé de très près. La Sûreté suit chacun de ses déplacements et rend compte scrupuleusement de tous ses agissements au Préfet du Département, qui en informe le ministre de l'Intérieur.

*Ce qui permet aujourd'hui grâce à toutes ces traces écrites de reconstituer l'activité importante qu'il eut au jour le jour et presque heure par heure quelquefois, dans le Vaucluse et à Avignon.*

Par exemple, parmi les multiples rapports, celui du 10 décembre 1906 qui nous apprend « que la veille, dimanche, une cinquantaine de personnes se sont réunies à Orange avec les facteurs Jonc, Rua, Charasse, Brichet, en présence de l'instituteur Gamet, du maçon Audibert et d'Henri Gourdeaux où ils constituèrent alors la section syndicale avec pour responsables Charasse et Thés, facteurs à Orange et Rol, facteur à Caderousse ». Un autre rapport de police note « ...qu'il parle d'une voix cavernueuse et lente, a le geste excessif. » Il est élu secrétaire, puis secrétaire départemental du syndicat des agents des PTT.

Le 26 mars 1907, il est élu à l'unanimité délégué au congrès de Paris par le groupe vauclusien avec Fructus pour suppléant.

En avril 1907, les PTT du Vaucluse comptent près de 200 agents, 68 receveurs, 47 dames, 70 commis et presque 400 sous-agents, 127 facteurs locaux et ruraux, 77 facteurs de ville, 33 facteurs-receveurs et 62 facteurs auxiliaires.

Le 1<sup>er</sup> avril, un rapport relate la réunion à Avignon de 40 personnes dont 20 facteurs et 5 commis en présence d'Alexandre Blanc et de Crangier où après un vote, il fut décidé l'affiliation à la Confédération des Bourses du Travail.

Il adhère au Parti Socialiste en 1908, puis il est secrétaire de la Fédération socialiste SFIO de 1909 à 1917 et fonde plusieurs sections dans le département.

En 1909, un rapport du 16 mars rappelle qu'il est employé à la recette principale d'Avignon. Le 27 septembre, la Sûreté Générale d'Avignon envoie au ministre des Postes le texte suivant : « J'ai l'honneur de vous faire savoir qu'à l'occasion des nouvelles élections municipales qui doivent avoir lieu le 3 octobre prochain à Avignon, à la suite de l'arrêt du Conseil d'Etat annulant les élections de 1908, monsieur Gourdeaux, commis des Postes et Télégraphes à Avignon, s'est fait porter sur la liste présentée par le Parti socialiste, section française de l'Internationale Ouvrière.

M. Gourdeaux, sur les affiches électorales, fait suivre son nom de sa double qualité d'employé des Postes et de Secrétaire Général de la Fédération Socialiste du Vaucluse.

*Je crois devoir porter ce renseignement à votre connaissance, ne sachant pas si M. Gourdeaux a pris l'agrément de votre administration ».*

A l'élection dont il est question, Henri Gourdeaux est effectivement candidat et se présente au scrutin de ballottage qui comporte l'élection de trois membres. Il se qualifie de Socialiste Unifié sur la liste de M. Paul Chabas et Pourquery de Boisserin, ancien député, ancien maire, qui, tous deux, prennent l'étiquette de Radicaux Socialistes. Malgré cette alliance avec les modérés au deuxième tour, il n'est pas élu.

En cette année 1909, eut lieu la première grande grève des postiers. Rappelons les faits.

Le 13 mars, à Paris, éclate un premier conflit qui dure dix jours réunifiant et rassemblant tous les postiers, dans une lutte commune et exemplaire, mais très sévèrement réprimée par le gouvernement de Clémenceau qui prononce 228 révocations, Paris et province confondus.

Le 11 mai, une deuxième grève est proclamée. Nouvel échec, encore plus cuisant, les postiers doivent se résoudre à la reprise du travail le 21 mai, malgré l'aide que voulut leur apporter la CGT par un appel à la grève générale de toute la classe ouvrière.

Non seulement cet appel ne fut pas entendu (ni les gaziers, ni les cheminots, ni les électriciens ne sont prêts, avaient pourtant averti leurs collègues) mais il provoqua l'effet inverse en désamorçant involontairement le mouvement et en décourageant les postiers dont la déception fut profonde. Seuls les ouvriers du bâtiment se rallient massivement au mouvement, les autres secteurs ne connaissant que des grèves très clairsemées.

Le désarroi est complet, les postiers sont vaincus !

L'échec est cuisant et le châtement impitoyable : 805 révocations sont prononcées !!

La maladresse de cet appel mal préparé affaiblira d'ailleurs la CGT.

Bien entendu, Henri Gourdeaux, durant ces mémorables luttes, est à la tête de l'action revendicative, tant à Avignon que dans le département où les autorités redoublent de vigilance. Ainsi, ce rapport indiquant les mesures prises par l'autorité militaire, mobilisée de fait, pour protéger les lignes télégraphiques et dans lequel il est précisé qu'un poste, composé d'un caporal et de quatre hommes, est installé à la gare d'Avignon, avec la mission d'assurer la garde, de jour et de nuit, par une sentinelle logée dans la guérite télégraphique près du château d'eau. Les mêmes dispositions étant prises à la guérite située près du pont, au dessus du chemin des Sources.

Il est délégué en 1910, au congrès de Nîmes avec Bonnefoy, puis en 1915, il fait partie des délégués au congrès des secrétaires fédéraux à Paris.

Il ne renonce pas à poser sa candidature aux suffrages publics, aussi en 1910, il renouvelle l'expérience de l'année précédente en se représentant aux élections municipales complémentaires, mais échoue une seconde fois (il fera une troisième tentative en 1912 avec le même insuccès). Aux élections législatives, il se présente dans l'arrondissement d'Avignon sous l'étiquette SFIO et recueille 10,85 % des suffrages au premier tour, soit 2 209 voix sur 20 356 votants. Il ne se représente pas au deuxième tour.

Quatre ans plus tard, il améliore nettement son chiffre aux mêmes élections avec 19,36 % des suffrages, rassemblant sous son nom près de 1 400 votants supplémentaires, soit 3 603 voix sur 18 607 suffrages exprimés. Cependant, il jugera préférable de se désister au second tour pour le radical socialiste Serre.

Dans cette campagne électorale de 1914, son talent d'orateur, aux inflexions de voix lentes mais puissantes, est très remarqué, comme en témoignent de multiples rapports de police.

Le 13 avril, par exemple, à Isle-sur-la-Sorgue où il apporte la contradiction à Pourquery de Boisserin, le député sortant, à propos de la loi des trois ans, en organisant sur place une réunion d'opposition.

A Isle encore, le 7 mai, lorsqu'il développe ses arguments pour expliquer les raisons de son désistement, sans cesser de stigmatiser la loi des 3 ans, la force et la détermination de son discours sont particulièrement soulignés... comme sa formule finale correspondant aux valeurs qui furent toujours les siennes « Vive la France, vive la République sociale ! ».

### **Sous surveillance policière constante**

Toujours sous une étroite surveillance policière, il est plus que jamais l'objet de notes confidentielles (aujourd'hui disponibles) témoignant de son activité syndicaliste, politique, publique et parfois privée.

Les tentatives de déplacement ou de sanction à son encontre par le Préfet du Vaucluse sont édifiantes. Il tente à plusieurs reprises de le faire déplacer pour agissement politique illicite. Par exemple cette lettre adressée le 26 septembre 1911 au bureau des affaires politiques du Ministère de l'Intérieur :

*« J'ai l'honneur de vous faire parvenir une copie d'un rapport que je viens d'envoyer à monsieur le Ministre des Travaux Publics, des Postes et Télégraphes, au sujet d'un employé des Postes, monsieur Gourdeaux, agent à Avignon de la CGT qui se livre à des excitations qu'on ne saurait tolérer de la part d'un fonctionnaire. J'y joins la copie des rapports des commissaires de police. J'ai eu soin de vous informer dimanche par télégramme des résultats des tentatives faites par Gourdeaux et Sagenet délégués de la CGT. Je vous serais reconnaissant, monsieur le Président du Conseil, de bien vouloir insister auprès de monsieur le Ministre des Travaux Publics, des Postes et Télégraphes, sur la nécessité de prendre des mesures pour mettre fin aux agissements de monsieur Gourdeaux, l'opinion publique se plaint vivement de voir un fonctionnaire se livrer à de tels écarts de langage et à de tels actes de propagande ».*

Le 26 février 1912, il insiste, confirmant au ministre de l'Intérieur que le commis des Postes Gourdeaux est toujours présent à Avignon. Le 8 août, il pré-

cise le danger des propos tenus aux ouvriers pour les mobiliser et les rassembler, mentionnant les termes exacts utilisés : « *Je vous invite vivement, vous les ouvriers à vous syndiquer, car c'est la seule façon que vous avez d'arriver à lutter contre les affameurs et contre la vie chère* »

Evidemment, ce genre de discours dérange le pouvoir en place, ainsi trouve-t-on Henri Gourdeaux installé en région parisienne à partir de 1915. Mutation... ? Déplacement d'office... ? Nous ne retiendrons que les faits que le seul dépouillement des diverses archives consultées en Vaucluse nous ont livrées jusqu'en 1915, le reste du propos étant plus principalement dans les notes recensées dans le Dictionnaire Biographique du Mouvement Ouvrier Français.

Après le Conseil National de mai 1915, où s'affirme le mouvement minoritaire, Henri Gourdeaux se range dans ce dernier courant.

Délégué de la Fédération Socialiste du Vaucluse aux congrès nationaux du parti socialiste SFIO en 1914 puis 1916, il est alors élu membre de la Commission administrative permanente et se fixe à Paris, d'abord dans le XV<sup>e</sup> puis dans le XIII<sup>e</sup> arrondissement.

Il rencontre Marie-Thérèse Robin, qu'il épouse le 12 juillet 1915 dans le XV<sup>e</sup>. Elle aussi, convaincue aux idéaux du socialisme, prendra une part très active à leurs activités, tant syndicalistes que politiques.

### Le pacifiste

Dès son installation dans la capitale, il milite au sein des groupements pacifistes, comme en mai 1917, où il participe aux activités du Comité pour la reprise des relations internationales. Il devient bientôt secrétaire du groupe « *Les Amis du Populaire* », rassemblant notamment certains des minoritaires de la SFIO qui se reconnaissent dans les positions de Jean Longuet.

En janvier 1920, il est nommé trésorier du **Comité pour la reconstruction de l'Internationale**, constitué sur la même ligne générale et qui, tout en dénonçant la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale, s'opposait à l'adhésion sans conditions à l'Internationale communiste de Moscou.

En décembre de la même année, il est délégué au congrès national de Tours et se rallie au nouveau Parti Communiste dont il est élu membre du Comité directeur ; fonction dans laquelle il sera plusieurs fois reconduit, congrès de Paris en octobre 1922, de Boulogne en janvier 1923, de Lyon en janvier 1924, de Clichy en janvier 1925 – devenant à cette date Comité Central –, puis Lille en juin 1926.

À la suite d'une information pour *complot contre la sûreté de l'Etat*, il est révoqué une première fois le 10 janvier 1923, ayant été arrêté avec les autres dirigeants communistes après la conférence d'Essen.

Le gouvernement français venant d'occuper par deux divisions le

bassin de la Ruhr, privait soudainement l'Allemagne de sa production charbonnière, ce qui provoqua aussitôt une réaction des partis et syndicats ouvriers français, solidaires de leurs voisins.

Parmi les postiers arrêtés en même temps que Gourdeaux se trouvent Lartigue et Cazals, mais aussi d'autres grandes personnalités comme Pierre Sénard de la Fédération Unitaire des cheminots, Gaston Monmousseau, directeur de la Vie Ouvrière et secrétaire de la CGTU ou encore Marcel Cachin, directeur de l'Humanité.

Les agents des PTT confédérés, réunis le 23 janvier, solidaires de leurs camarades unitaires protestent vivement contre ces arrestations scandaleuses et ces mesures arbitraires.

« *Sans vouloir examiner les idées défendues par ces camarades, le Syndicat des Agents des PTT considère que l'état de siège n'étant pas rétabli, les libertés individuelles doivent être garanties par les lois en vigueur. Le droit d'opposition au gouvernement, à une politique, à des doctrines, est un des droits élémentaires des citoyens. Les postiers ne le laisseront pas prescrire.* »

*Le Conseil d'administration du Syndicat des Agents des PTT* ».

« *Quelles que soient les divergences, ce sont ces actes là qui fondent la confiance de ceux qui luttent pour l'unité, car ces prises de position atténuent bien des vilenies qu'engendre la division* » dira Georges Frischmann dans l'Histoire de la Fédération CGT des PTT.

En mars 1923, les troupes françaises répriment durement des manifestations ouvrières en Allemagne. Le 31 mars, treize ouvriers allemands sont tués à Essen. Les organisations syndicales françaises et allemandes se rapprochent. La solidarité de classe se renforce face à la répression et au sang versé de part et d'autre, sous les coups du même impérialisme.

Le 24 mai, Poincaré qui avait monté une provocation en inventant un complot *contre la sûreté de l'Etat*, est condamné par 145 voix contre 104, par le Sénat réuni en Haute Cour de Justice.

Poincaré reçoit là, la gifle la plus cuisante de sa carrière. Tous les militants emprisonnés sont libérés !

Henri Gourdeaux restera néanmoins cinq mois en prison avant de bénéficier d'un non-lieu le 13 juin et d'être enfin réintégré, après amnistie, le 13 septembre 1924 ; pour une courte durée puisqu'il est à nouveau victime d'une mesure d'exclusion le 6 juillet

1925, à la suite d'une série d'articles jugés injurieux par le gouvernement et publiés par l'Humanité et le Travailleur des PTT.

Il ne sera, cette fois, réintégré que le 26 janvier 1936, sous le Front Populaire.

A ce stade du propos, il est utile de rappeler le rôle très actif qu'a joué Henri Gourdeaux dans la constitution du syndicalisme *qualifié de rouge* dans son administration.



Henri Gourdeaux et Eugène Henaff

Dès sa constitution, il entre au syndicat unique créé par les éléments révolutionnaires du syndicat national des Agents des PTT, où les fidèles de la CGT réformiste étaient majoritaires. En 1922, se tient à Saint-Etienne le premier congrès de la CGTU. Il entre à la Commission Exécutive, après avoir fait partie de celle des CSR-Comités Syndicalistes Révolutionnaires- qui s'étaient fédérés à Bourges en décembre de l'année précédente.

Il sera réélu à la Commission Exécutive de chaque congrès jusqu'en 1935.

#### Secrétaire général de la Fédération Postale Unitaire

En 1925, alors qu'il vient d'être suspendu de fonctions avec Jeanne et Nyons, pour avoir lutté contre la déplorable attitude de l'administration face aux revendications légitimes des postiers, et pour avoir pris fermement position contre la Guerre du Rif au Maroc, il est triomphalement élu Secrétaire Général de la Fédération Postale Unitaire.

A cette époque, il siège aussi à la Commission Exécutive du Cartel Unitaire des Services publics, tout en étant depuis l'année précédente, secrétaire de la Commission Syndicale du Parti Communiste.

En excellent orateur, il se retrouve fréquemment dans les réunions des groupements qualifiés d'extrémistes par la police, et y combat d'ailleurs, aussi bien les tendances anarchistes que les tentations réformistes.



Conseil National en 1929.

Au sein du Comité central du Secours Rouge International, dont il est membre depuis juillet 1926, il assure la liaison avec le Parti Communiste, convaincu de la nécessité d'établir des liens étroits entre le parti et les syndicats.

Il est de surcroît, un de ceux qui œuvre le plus ardemment pour l'unité syndicale, comme en 1928, où il tenta vainement de tendre la main aux dirigeants du Syndicat National des Agents Confédérés, dont le Conseil National se tenait le 7 janvier.

#### Son obsession, l'unité syndicale

« Vous êtes, Syndicat National des Agents, une des puissantes organisations de votre Fédération Postale. Au nom de la Fédération Postale Unitaire, je vous demande de tendre vos efforts pour que votre Bureau Fédéral et votre Commission Exécutive entrent en pourparlers avec nous, pour réaliser une entente sérieuse, sur un programme commun, dans lequel seront harmonisés les intérêts de toutes les catégories... Nous vous

tendons une main fraternelle pour opérer le redressement du mouvement syndical. »

Le 11 janvier suivant, Jean Mathé, le nouveau secrétaire du Syndicat National des Agents, avait répondu très favorablement par lettre à cette proposition unitaire, mais il fut désavoué par sa propre Fédération Postale Confédérée.

Cependant, l'idée de l'union progressait. Ainsi à un meeting rassemblant le 28 mars les unitaires et les confédérés, Henri Gourdeaux rappelle que la FPU s'est prononcée pour la rentrée en masse de ses adhérents dans la CGT sous la garantie du respect des opinions de tous.

Désormais ouverte, la discussion se déroula sans violences, pour la première fois depuis bien longtemps, les points d'accords l'emportant largement sur les divergences !

Incontestablement, ce 28 mars 1928, marqua d'une empreinte profonde, la suite favorable des événements qui préludèrent à la réunification syndicale, de plus en plus indispensable.

En juillet 1928, il participe au VI<sup>e</sup> congrès de l'Internationale, puis le 31 mars 1929, préside la première séance du congrès de Saint-Denis. Il est une nouvelle fois arrêté en juillet alors qu'un mot d'ordre de grève générale est lancé pour le 1<sup>er</sup> août.

A la « une » du n° 94 de la **Bataille des PTT**, sous le titre, en plein Fascisme : *Exigeons la libération de Gourdeaux et des autres militants*. On lit « le 22 juillet à 20 h 45, Gourdeaux était arrêté à son domicile, dans les mêmes conditions d'arbitraire et d'illégalité que les autres militants. Notre grand ami était doublement dangereux pour le régime : il détenait le secrétariat général de la Fédération Postale Unitaire et assumait les responsabilités dans le Parti Communiste. Il suffit désormais d'appartenir à une organisation révolutionnaire pour être jeté dans les geôles de la III<sup>e</sup> République.

*C'est aujourd'hui le tour des militants, ce sera demain celui de tous les adhérents, si une réaction vigoureuse de la classe ouvrière ne se manifeste pas contre le fascisme naissant... Pour essayer de justifier la répression et la mise en état de siège, la grande presse aux ordres du pouvoir bourgeois, présente la journée du 1<sup>er</sup> août comme devant être une journée d'émeute, lorsqu'en réalité les organisations révolutionnaires appelaient seulement les masses à manifester contre la guerre ».*

Après avoir procédé à 96 arrestations, dont Benoît Frachon le 24, la police saccage les locaux de la CGTU, rue de la Grange-aux-Belles, Paris X<sup>e</sup>.

Une fois de plus inculpés d'atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat, ils resteront dix mois sous les verrous.

Alors que le 5 octobre, il était convoqué chez le juge d'instruction et que ce dernier lui reprochait d'avoir pris la parole aux portes des usines, Henri Gourdeaux après avoir expliqué avec sa fougue et la passion qui le caractérisaient, pourquoi il était en lutte contre la guerre, répondit ceci : « Ce n'est pas dans les palaces, ni dans les boîtes de nuit de la haute que nous pouvons parler au prolétariat. Nous allons à lui sur le lieu de son exploitation et de sa misère ! »

Le 12 mai 1930, il est mis en liberté provisoire alors que le krach boursier d'octobre 1929, à la bourse de New York, avait jeté tous les pays capitalistes dans une grave crise économique.



En mai 1932, il est candidat à l'élection législative dans la deuxième circonscription du XII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, étant alors domicilié au n° 80 rue Vaneau, dans le VII<sup>e</sup>, à côté de l'hôpital Laennec. Il ne lui manquera que 300 voix pour être élu, sans doute en raison, explique-t-il, des manœuvres grossières de son adversaire entre les deux tours.



Années 1930

A nouveau candidat aux élections municipales partielles de juin 1933, dans le quartier de Picpus, toujours dans le XII<sup>e</sup>, il participe en même temps au Comité National de lutte contre la guerre et le fascisme. Il est élu le 15 juin, après avoir été désigné membre du Comité Européen quelques jours plus tôt, par le congrès réuni salle Pleyel.

Quelques temps plus tard, de nouveaux cantons sont créés dans la banlieue nord de Paris, ainsi le 4<sup>e</sup> canton de Noisy qui regroupe à présent Romainville et Bobigny. Convaincu que l'activité politique devait permettre la réunification syndicale, il prend la décision, avec d'autres militants et dirigeants communistes, de se présenter aux élections de ces futurs conseillers généraux.

Le 26 mai 1935, il est ainsi élu conseiller général, dès le premier tour, avec 4 240 voix sur 8 971 inscrits, et fera partie de plusieurs commissions au sein du Conseil Général, dont la 5<sup>e</sup> pour l'enseignement et l'apprentissage, la 11<sup>e</sup> qui est la commission de contrôle des travaux dont il devient le secrétaire, et la 12<sup>e</sup> qui s'occupe des transports en commun.

Toujours soucieux de vaincre les obstacles qui empêchent l'unité syndicale, il continue d'œuvrer inlassablement à cette réunification entre Unitaires et Confédérés, mais aussi et sans doute surtout entre la CGTU et la CGT.

Cela fait à présent dix ans qu'il est à la tête de la Fédération Postale Unitaire, et, depuis moins d'un an, il parvient, à force de rencontres, de discussions, à réaliser au moins sur les tracts et affiches, l'image d'une réunification de plus en plus réalisable, en faisant figurer, enfin, les sigles des deux organisations FPC et FPU.

C'est le cas pour un meeting commun le 29 avril 1935, après la grève des facteurs de Nice, ou le 14 juillet suivant, l'appel resté célèbre pour appeler aux manifestations, qui déboucha dix jours plus tard à l'aboutissement réunificateur tant attendu, par la réunion où sont présents Benoît Frachon, Croizat, Brout, Semat, Parsal, Reynaud Henri et Marcel Paul pour la délégation Unitaire et Lenoir, Brard, Laurent, Perrot et Cordier pour la délégation Confédérée.

#### Elu secrétaire adjoint de la Fédération réunifiée

Courdeaux devient dès lors secrétaire adjoint de la nouvelle Fédération réunifiée, le secrétariat général passant à Albert Perrot à l'occasion du Congrès réuni à la Grange aux Belles du 10 au 14 décembre 1935.

Au congrès confédéral d'unité à Toulouse les 2, 3, 4, 5 mars 1936 où il présente le rapport de la Commission des mandats (1 709 délégués y représentent un million d'adhérents), il est élu à la Commission Administrative de la CGT.

Les élections législatives des 26 avril et 3 mai 1936, permettent un changement radical à la Chambre des Députés qui voit l'arrivée en masse des élus sur le programme du Front Populaire, avec 330 députés sur les 559 que compte alors la Chambre, soit 149 députés du Parti socialiste SFIO, 109 députés du Parti Radical et 72 députés du Parti Communiste.

Au cours de ce mois de mai qui marquera l'histoire du monde des travailleurs, se tient le 15 et 16, le Conseil National de la Fédération Postale, où Albert Perrot annonce d'emblée la nouvelle que tous attendent : les révoqués sont pratiquement tous réintégrés – sauf ceux de Nice – et il salue particulièrement le retour d'Henri Gourdeaux, enfin réintégré.

Pendant cette session, une polémique s'engage à propos des événements d'Espagne et de la position à adopter face au grave danger du fascisme menaçant en Allemagne. Des formules éloquentes de l'état d'esprit qui règne, sont prononcées « *Plutôt la servitude que la guerre* » dira Mathé, taxé de réformiste, car dans le pays des voix s'élèvent déjà – contre lesquelles, bientôt, ils devront se battre – pour dire, hélas, « *plutôt Hitler que le Front Populaire* ».

Gourdeaux, prenant la parole, mettra en garde les militants contre le danger de telles déclarations, terminant ainsi son intervention « *Seule l'action des masses laborieuses compte* » se félicitant en conclusion de « *constater que pas une voix ne s'est élevée contre la résolution adoptée par la Commission Administrative de la CGT* ».

Avec l'arrivée du Front Populaire, de nombreuses revendications voient leur aboutissement. La nomination de Jardillier, maire de Dijon, en remplacement de Mandel, au Ministère des PTT, permet de présager une bien meilleure compréhension, comme en témoignent Perrot et Gourdeaux conduisant une première délégation de la Fédération Postale auprès du nouveau ministre socialiste en ce début du mois de juin 1936, qui permettra la concrétisation de nombreuses avancées sociales, tant dans le domaine des droits et des libertés, que des salaires ou encore des congés et de la réduction du temps de travail.

Cependant, il faudra encore lutter car les adversaires de la classe ouvrière sont tenaces et leurs moyens importants.

Ainsi, les manœuvres de division au sein même de la CGT vont-elles conduire les 26-27 octobre 1938 à l'éviction d'Henri Gourdeaux du Bureau Fédéral. Il est remplacé par Cayla du Syndicat National des

Agents. « L'unité dans les PTT est poignardée », dira G. Frischmann.

**La guerre approche de plus en plus.**

Le 10 février 1939, parfaitement conscient de la gravité de la situation et sous l'impulsion de ses convictions, il écrira d'un seul jet cet article, qui s'avèrera d'une cruelle exactitude, paru dans **La Bataille des PTT** sous le titre :

**Contre la servitude, contre la Guerre, contre la mort**

« Rien ne sera oublié de tous les méfaits, de tous les crimes dont ont été victimes nos frères.

Cela contre la paix, car la victoire de Franco est la victoire de Hitler et de Mussolini. C'est à dire, la France du Front Populaire encerclée : la guerre !

Tous les pacifistes intégraux ont de quoi se réjouir aujourd'hui. Leur paix sauvée à Munich apparaît dans toute sa hideur ! Aux appels répétés de Roosevelt, la France officielle a gardé le silence...

Le programme de « Mein Kampf » continue. Hier : le sort de l'Autriche devait être décidé au printemps 1938. Le sort de la Tchécoslovaquie, en automne 1938. Implacablement réglés dans la période fixée prévue. Demain : le printemps 1939 doit porter un coup à la Hongrie. Automne 1939, invasion de la Pologne. Printemps 1940, la Yougoslavie. Automne 1940, contre la Roumanie et la Bulgarie. Printemps 1941, au tour de la France, de la Belgique, de la Hollande, du Danemark et de la Suisse.

Enfin automne 1941, Hitler se propose d'attaquer l'URSS.

...Peut-on admettre toute cette servitude. Nous pensons qu'il n'est pas trop tard pour dresser le barrage des démocraties contre le fascisme, contre le nazisme.

Le sort de la France est en train de se jouer. Le sort de la démocratie, le sort de la classe ouvrière même. En deux mots, le sort de la paix. Le devoir de chacun est tout tracé ».

Fin août 1939, il écrit encore dans les deux derniers numéros de **La Bataille des PTT**, avant de devenir un des principaux responsables clandestins des organisations ouvrières communistes, car depuis le décret du 26 septembre 1939, le Parti Communiste Français est dissous, et ses militants mis hors-la-loi.

Il échappe à la répression, et dès juillet 1940, se retrouve avec trois autres militants, Marie-Thérèse Fleury, Jean Grandel et Fernand Picot, pour prendre les premières mesures et impulser la résistance du personnel, créant de la sorte une première direction clandestine !

Condamné à mort par contumace, il restera néanmoins un des dirigeants clandestins des postiers, et sera, à compter de 1943, responsable du service des cadres, avec J. Chaumeil et V. Gosnat.

De même qu'il assurera la parution, à partir de juillet 1943, du journal de la Fédération postale, sous-titré organe de la Fédération Postale reconstituée en liaison avec la CGT réunifiée, dont neuf numéros paraîtront, pratiquement tous les mois, jusqu'à la Libération.

Après la Libération de Paris qui coûta la vie à 2 100 Français et 4 200 Allemands, il réapparaît au



70<sup>e</sup> anniversaire d'Henri GOURDEAUX (16 décembre 1951)

grand jour, dans la Recette Principale au passé chargé d'histoire syndicale, le dimanche 27 août 1944.

Il préside ensuite, à compter du mois de juin 1945, la Commission Centrale de Contrôle Politique, puis siège à la Commission de Contrôle Financier jusqu'en 1959.

Entre 1945 et 1959, il fera partie du Conseil Municipal de Paris et du Conseil Général de la Seine.

Au moment de sa disparition survenue le 2 octobre 1961, il était Vice-Président de l'Amicale des Vétérans du Parti Communiste Français

Marc MAYNEGRE

**Bibliographie**

**Œuvres :**

L'agression contre les retraités et les fonctionnaires, Paris, Bureau d'édition, 1932, 72 pages

**Sources :**

**Archives départementales de Vaucluse :**

ADV : 1M824, 1M838, 1M840, 1M843, 1M844, 1M855, 3M279, 3M280, 10M50, 10PER99, 10PER241.

**Archives municipales d'Avignon :**

AMA: Délibérations municipales 1906 à 1915.

**Aimé Autrand :**

Un siècle de vie politique en Vaucluse, Avignon 1958.

Statistique des élections parlementaires et des partis politiques en Vaucluse de 1848 à 1928 Macabet frères, Vaison-la-Romaine, 1931.

**Georges Frischmann :**

Histoire de la Fédération CGT des PTT, des origines au Statut des Fonctionnaires, Paris, Editions sociales, 2<sup>e</sup> édition, septembre 1969.

**Dictionnaire Biographique du Mouvement Ouvrier Français,**

tome 12, 1871-1914, Del à Gu, Editions ouvrières, Paris.

# Compte rendu de l'assemblée générale de l'IHS du 3 février 2009

Nous étions 46 présents, 73 adhérents ont envoyé une procuration. Alain Delecalle, nouveau coopté au conseil d'administration et secrétaire fédéral, ainsi qu'André Narristens pour l'IHS fédéral participaient également à nos travaux.

Brièvement Thérèse François a rappelé dans l'introduction que l'AG se déroulait quelques semaines après l'anniversaire des 10 ans de l'IHS. Elle a souligné que l'histoire n'est pas seulement l'affaire des spécialistes mais aussi celle des citoyens et en particulier des syndicalistes en ce qui concerne notamment l'histoire de la classe ouvrière. C'est d'autant plus important au moment où, depuis l'élection de Nicolas Sarkozy, le pouvoir est impliqué dans la manipulation de l'histoire. Xavier Darcos, qui envisage de rendre facultatif l'enseignement de l'histoire en classes de 1re et de terminale, attaque dès lors les mémorielles ; André Kaspi quant à lui a remis en octobre un rapport pour limiter les commémorations officielles, ce qui entre-autre réduirait les temps forts où l'on évoque l'histoire.

Faire de l'histoire pour éclairer le présent car du passé nous ne pouvons pas faire table rase.

L'IHS est sur le créneau et essaie d'apporter des éléments de réflexion, par exemple sur la crise en s'appuyant sur l'histoire. C'est le but de la publication de la brochure sur celle de 1929 et de ses répercussions dans les PTT.

Elle s'est félicitée du bilan des travaux de 2008, et ensuite a abordé les tâches proprement dites de l'IHS pour 2009, dont on trouvera le détail en annexe.

Après avoir souligné que les historiens et les historiennes de l'IHS se sont retrouvés sur le pavé le 29 Janvier « preuve que l'histoire ne fait pas oublier le présent », elle rappelle que notre raison d'être est de faire partager aux jeunes le rôle que peut jouer leur histoire pour leur propre activité. « Même si nous avons lors du colloque sur les téléphonistes réussi à faire participer les militants des centres d'appels, il reste beaucoup à faire ». Elle attend de l'A.G un début de réponse sur le comment faire !

Après qu'Yvette Cros ait fait le point sur la santé de l'institut : un record en 2008 concernant les adhésions (77) et les adhérents (536) et souligné la bonne santé de la trésorerie (quitus de la com-

mission de contrôle), en attente de rentrées pour 2009, un large débat très intéressant s'est engagé. 21 participants ont pris la parole ! Ce que nous pouvons résumer ainsi :

1. Donner de l'éclat aux grèves de 1909 « grèves fondatrices » et voir s'il ne pourrait pas y avoir une initiative lors d'un conseil national. Participation à une initiative de l'institut confédéral
2. Être plus actif lors des journées de Blois, traditionnellement elles ont lieu en Octobre.
3. Travailler sur la restauration dans les PTT.
4. Très riche échange sur le colloque des facteurs, une première circulaire est en préparation.
5. Les travaux du livre sur le colloque des téléphonistes sont en bonnes voies.

Concernant notre activité en direction des jeunes, le débat a démontré qu'il fallait intensifier ce qui déjà a été fait, nous tourner vers ceux qui hier ont animé la commission des jeunes, ne pas employer seulement le mot « jeunes » mais plutôt dire « travailler en direction des actifs parmi lesquels il y a des jeunes »... en clair continuer sur les bases du conseil national de Bussang.

Nous avons au jour de l'AG, 101 rentrées de cotisation, aujourd'hui nous en sommes à 267 cotisations réglées. Pour ceux qui auraient oublié, pensez-y ! Et pensez aussi aux adhésions.

Globalement, la volonté de toujours faire mieux s'est dégagée du débat.

Conclusion : Une assemblée générale dynamique de l'IHS qui se renforce.\*

L'AG s'est terminée par une réception pour faire connaître la brochure d'Émile Quéré écrite par François Briand. D'autres camarades nous ont rejoints pour l'occasion.

On peut se procurer cette brochure auprès de l'IHS-CGT-FAPT case 545 93515 MONTREUIL cedex, au prix de 5 €.

\* Lors de l'AG des retraités de Lyon : 3 adhésions à l'IHS et 13 souscriptions pour le livre sur le colloque des téléphonistes. Depuis le début de l'année : 15 adhésions à l'IHS.



Assemblée générale du 3 février 2009



Assemblée générale du 3 février 2009



Présentation de la brochure d'Émile QUERE



Madeleine QUERE et Serge LOTTIER

## VIE DE L'IHS

### PLANNING 2009

L'Assemblée générale du Mardi 3 février a entériné le planning des travaux de l'IHS pour 2009

#### 1<sup>er</sup> trimestre (Fév-Mars)

- Lancement du colloque sur le métier de facteur (J. Bartholomé)
- Assemblée générale de la Fnarh en Mars (Pierre Lhomme)
- Lancement de travaux sur les Lignes à partir du Calvados et de la Bretagne (F. Briand)

#### 2<sup>e</sup> trimestre (avr-mai-juin)

- Le RELAIS n°42 paraîtra courant avril (B. Bouche)
- Initiative à Marseille sur les 90 ans de J. Chaigne (F. Fustini, L. Cardin)
- Sortie du livre sur le colloque des téléphonistes
- Initiative en Bretagne pour la présentation de la biographie d'Emile Quééré
- Colloque Fnarh 13,14 et 15 Mai (A. Gautheron, P. Zaganiac, M. Vareille)
- Journées d'études confédérales (date et lieu à préciser)

#### - 3<sup>e</sup> trimestre (juil-août-sept)

- Le RELAIS n°43 sortira fin Juin début Juillet (B. Bouche)
- Soirée de l'été, « Les années 1938/1940 » (D. Ledoux)
- L'IHS sera disponible lors des journées d'études des secrétaires départementaux.

#### 4<sup>e</sup> trimestre (oct-nov-déc)

- 1<sup>er</sup> octobre : remise des écrits du livre sur « Une histoire de la Fédération » par les 4 groupes
- Les journées de Blois
- Fin octobre, parution du RELAIS n°44 (B. Bouche)
- Colloque de l'Institut CGT sur « propagande et communication » : 18 et 19 novembre (T. François, A. Gautheron, Y. Jacquet, J. Mézescazes, J. Bartholomé, J. C. Néant).
- Sortie du livre sur l'Histoire des Ouvriers d'Etat (R. Guibert)
- L'anniversaire des 90 ans de la Fédération et des grèves de 1909

#### *Une erreur de légende !*

*Dans le Relais n°41, en page 20, la photo présentée est bien celle de la manifestation parisienne du 25 mai 1973, lors de la grève unitaire CGT-CFDT-FNT, comme mentionnée dans le texte de Serge Lottier.*

## INTERVENTION PRONONCÉE PAR MAURICE DESSEIGNE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LIBÉRATION NATIONALE PTT, le 6 février 2009, au nom de l'Institut d'Histoire Sociale CGT-FAPT

Chers amis, chers camarades,

Je sais combien Serge Lottier, président de notre IHS-CGT-FAPT, aurait aimé être présent à votre assemblée générale. Malheureusement, des empêchements familiaux l'ont contraint à y renoncer et à me déléguer cette mission.

C'est avec plaisir que je m'en acquitte. Avec plaisir et humilité, car si nos deux organisations travaillent pour faire connaître les luttes du passé, celles-ci ont revêtu un caractère souvent beaucoup plus dramatique dans le contexte de la Résistance que dans celui du mouvement social. Encore que certains militants ou militantes syndicaux ont eux aussi payé leur engagement de leur vie.

Ceci dit, nous avons, les uns et les autres, un devoir de mémoire que Colette Pallarès a fort bien rappelé en ce qui nous concerne : « On ne peut pas comprendre la Résistance si on ne connaît pas ce qui a motivé l'engagement de ses membres. Aussi une formation sur la connaissance de la réalité historique de cette période est indispensable, voire impérative en complément de cette connaissance de la Résistance », écrit-elle après la tenue du Congrès national de l'ANACR en novembre dernier.

On ne saurait mieux exprimer la complémentarité entre nos objectifs respectifs, être la mémoire vivante de la Résistance pour votre part, contribuer, pour ce qui nous concerne, par nos travaux sur l'Histoire, à éclairer les enjeux d'aujourd'hui.

On ne peut donc que se féliciter de nos excellentes relations et même des rapports de camaraderie et d'amitié qui nous lient, notamment avec votre secrétaire général, Michel Delugin, ainsi

qu'avec d'autres membres de votre direction avec qui nous coopérons plus étroitement.

En ce moment, l'Histoire est instrumentalisée, manipulée, voire même falsifiée par les tenants du pouvoir, l'enseignement même de l'Histoire est remis en cause par le ministre Darcos. En ce moment, certains voudraient, sur la base de la commission Kaspi, dans un fourre-tout source de confusion, gommer le souvenir de la Résistance et des combats menés essentiellement par la classe ouvrière. En ce moment, des parlementaires proposent d'instituer une journée de commémoration des « crimes du communisme », en établissant ainsi une équivalence avec le nazisme. Et bien en ce moment, nous sommes encouragés à poursuivre notre coopération et à maintenir cet excellent climat.

Nous souhaitons qu'avec l'apport des Amis de Lib-PTT, votre organisation - notre organisation - gagne encore en force et en influence.

Le site Internet de la CGT-Fapt a pris un coup de jeune, les pages relatives à notre institut d'Histoire Sociale également. Ces dernières ont été retravaillées, réactualisées par notre ami Michel Gaillard qui effectuera régulièrement les mises à jour.

Pour « surfer sur le web », une expression qui fait désormais partie de notre histoire: [www.cgt-fapt.com](http://www.cgt-fapt.com) ...et pour rejoindre l'IHS : cliquer sur l'onglet sur la droite de la page d'accueil La CGT Fapt et ensuite Institut d'Histoire Sociale CGT FAPT.

# 90 ans de luttes sociales célébrés aux chèques postaux de Paris

Le 27 novembre 2008, à 12h45, le directeur de Paris Centre Financier annonce, à 200 personnes en délégation, l'annulation de la fête du 90<sup>e</sup> anniversaire de la création des chèques postaux.

Pourquoi prend-il cette brusque décision d'annuler cet évènement, organisé, financé par ses soins, dont l'objectif était de rassembler les agents du centre et d'impliquer des cadres et cadres supérieurs ?

Pourquoi le prestataire chargé d'animer les différents stands de cette kermesse a-t-il plié bagages en moins d'un quart d'heure ?

Depuis plusieurs années, le personnel subit des fermetures de centres et des réorganisations en lien avec la privatisation de La Poste. Ses conditions de vie et de travail se dégradent. En 2008, le calendrier s'accélère. Il n'y a plus de marge de négociations locales sur les plans sociaux.

Dans la poursuite de la grève nationale unitaire du 23 septembre contre la privatisation, le bureau exécutif du syndicat CGT décide d'un calendrier d'initiatives qu'il désire unitaires.

Dans les 2 mois suivants, CGT, SUD, FO, CFDT organisent 2 délégations, 2 HIS, une AG, qui rassemblent de plus en plus de monde. L'unité est cimentée par l'exigence de négociations sur les organisations du travail respectueuses des agents et du service public, la prise en compte des avis des syndicats dans les CHSCT et CTP.

La démarche CGT, unitaire, contestataire, revendicative, pour des négociations, dérange la direction.

Face à cette dynamique de luttes, la direction trouve comme seule réponse pour apaiser le climat : *"une journée festive avec jeux, pop-corn et barbe à papa, pour le 90<sup>e</sup> anniversaire de la création des chèques postaux"*.

L'effet sur le personnel sera inverse : NON ! le décalage entre le vécu et la proposition du chef de centre est insupportable.

220 personnes se rassemblent dans le hall malgré les pressions et les chantages, pour écouter les prises de paroles des syndicats.

La CGT exprime le sentiment général : *"La direction nous conteste le droit de nous réunir pour évoquer 90 ans de luttes sociales parce que, aux valeurs de Justice Sociale, Paix, Liberté, Démocratie, Service Public, Garanties Collectives, elle oppose pop-corn et barbe à papa. Quelle que soit l'époque, la situation économique, le personnel des chèques a su se mobiliser. Continuons dans cette voie"*.

C'est par une minute d'applaudissements, qu'ensemble, nous rendons hommage à celles et ceux qui ont lutté.

C'est en chantant "merci patron" que nous sommes partis chez le "patron" réclamer un repos compensateur.

Les cadres supérieurs sont restés dans leur bureau. La clameur est montée dans les étages. Ceux qui sont venus en curieux ont vu des visages lumineux, réjouis... des gens heureux d'avoir fait ça !

Le directeur descend, enfin, refuse de discuter, annule tout, en rejette la responsabilité sur les syndicats.

Aujourd'hui, nous savons que cette annulation sert de prétexte pour restreindre l'activité syndicale : interdiction des AG et des prises de parole, même des distributions discrètes des tracts...

Il n'y a toujours rien à négocier.

Nous étions 606 grévistes le 29 janvier 2009.

La CGT contacte SUD, FO, CFDT pour une HIS commune, déposer un préavis commun pour la journée nationale unitaire interprofessionnelle du 19 mars 2009.

*Le Syndicat des chèques postaux  
CGT de Paris*

## A chacun sa méthode pour fêter un anniversaire A cette occasion vous pouvez aussi lire et faire lire : "Les filles des chèques"

"Contribution à l'histoire  
du syndicalisme PTT"  
dans les Chèques Postaux 1945-1978  
par Sylviane Mangiapane  
Prix : 19 €

En le commandant à l'Institut d'Histoire Sociale Fapt.  
Chèque à l'ordre  
de l'IHS CGT FAPT  
CCP 20625 80R Paris

PS : Depuis la parution de cette annonce dans "Au fil du temps" de janvier 2009, 10 commandes supplémentaires, pour un livre déjà vendu depuis sa parution à 646 exemplaires.



Rassemblement Chèque Postaux, 26 avril 1988, pour la CGT "Revendiquer c'est un droit".



# Soyons conservateur ?!

Stéphane Sirot

## LES SYNDICATS SONT-ILS CONSERVATEURS ?

Larousse | à dire vrai

Alors que nous sommes, avec la crise actuelle, à l'aube d'une nouvelle donne sociale, défendre le conservatisme n'est-t-il pas anachronique ? Non, argumente Stéphane Sirot<sup>1</sup> dans son dernier livre<sup>2</sup> « Les syndicats sont-ils conservateurs ? ». Dès le début il place le syndicalisme face aux conquêtes et acquis sociaux qu'il a obtenus au cours de son histoire. A partir des arguments des pourfendeurs des syndicats qui « ne constitueraient plus, pour la population active, qu'un moyen dilué pour se faire entendre », en bon historien, il s'appuie sur l'histoire pour chercher des réponses actuelles.

Pour lui le syndicalisme a traversé trois grandes phases, des premières chambres syndicales à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, puis jusqu'à la Seconde Guerre mondiale et la 3<sup>e</sup> phase se terminerai actuellement. Ce serait, pour les idéologues de la pensée dominante, la fin de l'histoire du syndicalisme. Pour Stéphane Sirot « l'histoire n'est pas finie. Au tournant des 20<sup>e</sup> et 21<sup>e</sup> siècles, un nouveau changement se dessine. Le syndicalisme appelé, à faire du bien commun l'unique étalon de son action, est peut-être à l'orée d'un nouvel âge. » et « Si un 4<sup>e</sup> âge d'un syndicalisme est en train de naître, il sera celui de la

priorité à l'intérêt général et à la revendication de portée universelle ». Il a donné comme exemple la proposition de sécurité sociale professionnelle de la CGT « une conception originale de la démarche syndicale » et après avoir cité le but de cette revendication développée par Maryse Dumas, il fait un commentaire dont l'étude serait à sa place dans les stages syndicaux !

Donc, à première vue, on pourrait conclure que les syndicats pour entrer dans leur 4<sup>e</sup> âge doivent balayer tout conservatisme. Or pour Stéphane Sirot l'étude de l'histoire du syndicalisme français montre, premièrement « qu'ils ne sont pas conservateurs par nature » ! secondo « Mais oui, il est salutaire qu'ils puissent l'être !... Il est légitime que des syndicats disent non à la tentation d'une remise en cause incessante des protections et des droits des salariés ». Ils « doivent faire attention à préserver leur capacité d'indignation, leur droit d'opposition » et de conclure : « Le conservatisme n'est pas toujours un gros mot, ou un défaut. Il peut même être parfois une noblesse » et dans une chronique publiée dans *l'Humanité* du jeudi 5 février, il enfonce le clou ! Il interpelle les citoyens de gauche « ...ne disputez plus ce mot (réforme) désormais « pourri » à la droite... Et dans la France de Sarkozy, n'ayez pas peur d'être conservateurs ! Sinon, il n'y aura plus rien à conserver ».

Conclusion, c'est un livre à lire, d'un historien et à l'offensive en prise avec l'actualité et qui fait réfléchir sur notre possible avenir.

S. L.

1. **Stéphane Sirot** est historien, il collabore avec l'institut d'histoire sociale CGT. En 1999, il a présenté une conférence sur l'évolution du temps de travail, lors du colloque que nous avons organisé avec l'université de Dijon. Il a écrit deux livres de référence, l'un sur Maurice Thorez où est développé notamment le moment où le ministre travaille sur le statut de la fonction publique, et un autre sur la grève en France.

2. Ce livre est publié chez Larousse. Prix 11 €.

# René Visse

## Un chemin, des Ardennes au Palais-Bourbon\*

René Visse, un ouvrier et fils d'ouvrier, est né en 1937 à Attigny dans les Ardennes ; un département et une région auxquels il demeure profondément attaché.

Son parcours – professionnel, syndical, politique – n'a rien de banal, il le raconte avec passion, en répondant aux questions de Didier Bigorgne. Un itinéraire qui l'amènera à siéger à l'Assemblée Nationale, comme député communiste en 1978.

René passera quelques années aux PTT, au service des lignes. Il y prend très vite des responsabilités syndicales à la CGT, la section puis le syndicat départemental des PTT des Ardennes. Parallèlement débutera son parcours d'adhérent, puis de militant politique et d'élu communiste.

Dans ce Relais, nous avons fait le choix de publier un chapitre de cet ouvrage, celui des parcours mêlés du militant CGT et du PC, à "une époque où de nombreux communistes s'investissaient dans le mouvement syndical", "Noyautage ? Courroie de transmission ?" René Visse nous dit ce qu'il en pense.

Alors bonne lecture, avant de commander ce livre, si vous voulez en savoir plus sur notre camarade René Visse\*.

### Extraits du livre : Travailler et militer

*Le 21 septembre (NDLR) : en 1960, René a 23 ans), vous êtes embauché aux PTT en qualité de monteur de lignes. Dans quelles circonstances ? Racontez-nous votre nouveau métier.*

Tout en travaillant chez Clemessy, j'ai effectué des recherches d'emploi en privilégiant le secteur public : PTT, EDF, SNCF. Le hasard a fait que les PTT recrutait des monteuses de lignes sur concours. Le niveau de celui-ci étant largement à ma portée, j'ai été reçu. Ma convocation était pour le centre de Mohon, rue Léon Bourgeois. Une nouvelle aventure commençait. Elle fut décisive pour la suite.

J'avais trouvé une petite chambre dans un hôtel, toujours à Mohon. J'étais sous le toit auquel on pouvait accéder par un vestibule. [...]

Dans les débuts, mon activité était concentrée uniquement dans la construction des lignes, en campagne comme dans les villes et villages. C'était un travail physique essentiellement.

Pour avoir le téléphone chez soi, il fallait être raccordé à une ligne constituée de fils, de câbles. Pour soutenir tout cela il fallait des points d'ancrage. Ceux-ci étaient constitués de poteaux, parfois de supports métalliques scellés dans les murs des maisons.

Je retrouvais donc le métier d'acrobate connu chez Clemessy, mais moins dangereux. Les poteaux étaient en bois et non plus métalliques ou en béton et d'une hauteur moindre. Après les avoir "plantés", il fallait chausser des griffes et imiter les singes pour grimper. En règle générale nous partions pour la journée. Il fallait s'organiser pour emporter le manger, dehors par beau temps, naturellement à l'intérieur du véhicule dans le cas contraire comme en hiver.

Rapidement je me suis rendu compte que travailler à l'extérieur, par tous les temps, n'était pas forcément la partie de plein air agréable. L'équipe sous la direction de Robert Baudoin était composée de cinq à six compagnons. A ma connaissance, trois d'entre eux ont quitté ce monde. De l'ensemble, je conserve un excellent souvenir. Travailler et vivre en équipe de la sorte, créent forcément des rapports de qualité. Nous savions retrouver les manches et agir dans la bonne humeur. Nous étions un peu plus que des compagnons de travail. Il y avait de la camaraderie, voir même de l'amitié. Nous étions fraternellement unis même si parfois "un coup de gueule" éclatait, justifié ou non, ne provenant pas forcément du chef. La cohésion nécessaire était sans doute à ce prix, celui de la franchise, de l'affirmation mutuellement respectée de chaque personnalité. Nous savions rire ensemble et avoir aussi des conversations sérieuses. Les conditions de travail, les



revendications, la situation politique constituait des sujets qui me convenaient parfaitement. Les anniversaires n'étaient jamais oubliés. Les prénoms étaient fêtés. Chacun savait ce qu'il devait faire : "payer" une bouteille.

Ma fonction au sein de l'équipe a légèrement évolué après avoir acquis les connaissances nécessaires à l'installation des postes téléphoniques chez les abonnés. Lorsque cette situation se présentait, ma journée était moins fatigante. Le travail nécessitait des efforts physiques moins importants, il s'effectuait dans la douceur de l'habitat.

Nous étions alors payés en liquide. Nous allions chercher ensemble nos enveloppes contenant le salaire. La remise s'effectuait à Mézières à l'intérieur de l'immeuble abritant la direction départementale. Dès que nous étions en possession de la paie, quelques uns d'entre nous, estimant une

\*Edition Le Temps des Cerises 2008.

Prix 18 € + 3 € de frais d'envoi, à commander chez l'éditeur, 6 rue Edouard Vaillant 93500 Pantin, avec chèque à l'ordre du Temps des Cerises.

insuffisance de monnaie, se mettaient en chasse pour en obtenir auprès des copains. Cet échange était un rituel. Chacun de ces chasseurs de monnaie, avec l'accord tacite de son épouse, savait pouvoir conserver ce pécule pour ses propres besoins ! Je ne suis pas sûr que les femmes étaient dupes.

Plus tard, j'ai eu l'occasion de rencontrer mon ancienne équipe lors de déplacements politiques. J'ai salué mes amis avec plaisir, nous avons rapidement échangé quelques souvenirs et quelques blagues.

### ***Votre activité syndicale prend une dimension nouvelle***

Pour la première fois, j'allais effectivement avoir une activité militante avec des responsabilités à la CGT des PTT. C'est l'époque où de nombreux communistes s'investissaient dans ce mouvement syndical et se voyaient confier des postes dans les organismes de direction. Noyautage, disaient certaines têtes pensantes qui, à l'égard des revendications ouvrières, manifestaient une relation identique à celle de l'eau sur le feu. Courroie de transmission, disaient d'autres. L'appréciation est bien trop carrée pour dépendre de la réalité.

D'abord je crois à deux vérités essentielles. Pourquoi devrait-on interdire aux communistes d'être syndiqués et d'apporter leur contribution à la vie, et à l'activité syndicale ? Croyez-vous que ceux-là mêmes qui s'acharnaient à porter cette contestation l'exerçaient avec la même virulence à l'égard de salariés d'obédience politique différente ? Est-ce que la Fédération de l'Éducation nationale n'avait pas dans ses instances de nombreux membres du Parti Socialiste, SFIO ? Que dire des syndicats ouvriers créés de toute pièce par le patronat qui mettait des hommes de confiance au postes de direction comme la CSL ? Pourquoi cet acharnement contre les militants communistes ? Cette question mérite, me semble-t-il, d'être méditée par les citoyens.

J'avais déjà touché du doigt cette interrogation à Revin. Cette fois, je la percevais nettement au contact des camarades des PTT comme Alain Quique, Georges Lebrun, Maurice Pierre, Jean Simonet, Antoine Vergottini. La rudesse qui parfois se manifestait dans les rapports ne modifiait en rien cette réalité. C'est donc avec ces militants que je remettais le pied à l'étrier.

Rapidement je devenais secrétaire de la section syndicale des lignes. A ce titre, je garde en mémoire le déroulement d'assemblées du personnel. Celles-ci avaient lieu dans le réfectoire, à l'heure de l'embauche. Ce n'était pas toujours facile, surtout lorsque nous devions décider de notre

participation à une grève nationale. Pour prendre sa décision chacun voulait savoir ce que serait l'importance du mouvement, conscient que la force réside dans le nombre. Ce souhait restait bien sûr sans réponse.

Mon engagement fut sans doute apprécié. Très vite, sous l'impulsion d'Alain Quique, je pris du "galon", et me retrouvai avec d'autres copains à la direction départementale du syndicat. Il faut dire que la CGT des PTT était en pleine reconstruction. C'est grâce à Alain, qui venait du Pas-de-Calais, que des avancées ont été enregistrées.

### ***Votre itinéraire politique s'accélère aussi***

Oui. Le responsable est Maurice Pierre qui était facteur à Charleville. Outre son engagement syndical, il était secrétaire de la section du Parti communiste. L'activité était forte.

Avec les grandes questions sociales qui étaient au cœur de la vie politique, le climat était empoisonné par la guerre d'Algérie. Je la retrouvais alors que je venais physiquement de la quitter. Le Parti communiste s'activait en faveur de la paix et d'un règlement politique. C'était également la période où l'OAS ayant vu le jour en 1961 lançait ses sbires dans les attentats meurtriers allant jusqu'à plastiquer des appartements, celui de Jean-Paul Sartre entre autres. Sous l'autorité de Maurice Papon, ministre responsable de la déportation de Juifs en Allemagne, une féroce répression policière s'abattait sur le pays. Les Algériens en furent les premières victimes mais bien d'autres aussi. Je garde en mémoire l'horreur de la charge contre les manifestants de la paix au métro Charonne : neuf morts, tous des camarades.

A Charleville, les nervis de l'UNR, armés de coupe-coupe, pourchassaient les militants communistes dans les rues. Coller des affiches en soirée était une opération à risques. Mais nous avons eu notre revanche. Nous n'étions pas manchots, en mettant la main sur celui qui à l'époque était considéré comme leur chef. Faut-il préciser qu'il s'est fait caresser les oreilles. Dans nos rangs nous avions un gaillard d'une gentillesse à toute épreuve, André Labarre, ouvrier à l'usine Deville. C'était une "armoire à glace" et mieux valait ne pas l'affronter ! La correction infligée n'avait pas servi de leçon ; le colleur UNR porta plainte. Mal lui en pris car à notre demande l'enquête s'orienta vers un règlement de compte avec un mari jaloux. A partir de ce moment, nous n'avons plus entendu parler de l'affaire.

Je devins secrétaire de la cellule des PTT, ce qui témoignait de la volonté d'inscrire la lutte politique sur les lieux de travail. Nous menions essentiellement un

travail de propagande par tracts, mais aussi la diffusion de l'*Humanité-Dimanche*.

Ma promotion politique à la direction de la section me permit une relation plus étroite avec des camarades qui m'ont fortement impressionné. Ce fut le cas de Ferdinand Faoro avec qui j'allais avoir par la suite une longue collaboration. Ayant fui le STO durant la guerre, il s'engagea dans la Résistance. Cantonné sur le plateau de Millevaches aux confins du Massif Central, il y contracta une grave maladie pulmonaire. Il en est sorti handicapé ayant une déficience respiratoire notable. Meurtri dans sa chair, il s'était forgé une conscience, une fidélité à son parti, une résistance à toute épreuve. D'origine italienne, il était gai, joyeux. Il était de tous les combats.

Autre personnalité très forte qui m'a immédiatement marqué : Geneviève Mancaeu, institutrice à l'école rue Longueville. Son ouverture d'esprit, sa grande intelligence, sa gentillesse, sa douceur, son humanisme me rendaient fier d'être communiste. Son mari, Henri, professeur à l'École normale d'instituteurs avait un engagement différent. Il était communiste mais "hors appareil" exprimant son militantisme dans l'écriture. Je l'ai fréquenté plus tard, lorsqu'il s'est attelé à la rédaction d'un ouvrage "Des luttes ardennaises" paru aux "Éditions sociales". Henri Mancaeu était d'une précision extraordinaire, parfois énervante. J'ai joué auprès de lui un rôle impossible car ingrat, et au-dessus de mes compétences. En effet, j'étais chargé par l'éditeur d'être son interprète auprès d'Henri pour favoriser le compromis dans les remarques ou souhaits qu'il exprimait ; ce qui provoquait en direct des réactions dures de l'auteur. Henri était également un grand consommateur de tabac. Il me donnait l'impression de n'utiliser qu'une seule allumette par jour, allumant une nouvelle cigarette avec le mégot de la précédente.

D'autres camarades apportaient aussi une contribution importante à la vie et l'activité de la section. Je me rappelle Claude Lattuada qui travaillait chez Richier, entreprise fleuron de l'économie ardennaise. Nous nous réunissions souvent à son domicile. Je n'ai pas de certitude, mais je crois avoir fait sauter sur mes genoux un de ses fils qui est devenu aujourd'hui secrétaire général de l'Union départementale CGT des Ardennes. De chez Richier venaient aussi des camarades investis de responsabilités syndicales : Robert Gilles qui fut adjoint au maire socialiste Roger Mas à Charleville Mézières ou encore Christian Dorido. Bref la vie militante qui fut mienne prit son véritable essor à ce moment.